



Par Christophe Herran
de l'AOI

Madagascar

Le point sur l'amélioration de l'accès aux soins de qualité

Depuis le mois de mai 2015, l'AOI est partenaire du ministère de la Santé malgache avec un projet de santé visant à améliorer l'accès à des soins de qualité par la prévention des infections nosocomiales. Ce projet est mené dans un contexte où les nombreuses crises politiques de ces dernières années ont eu des répercussions sur l'économie du pays dont les ressources sont limitées et les budgets pour la santé considérablement réduits.

Une évaluation préalable de 12 centres de soins et hôpitaux de district comprenant des services dentaires, de médecine et maternité a été effectuée. Le bilan fait ressortir une situation caractérisée par des équipements peu fonctionnels, un faible niveau de connaissances du personnel, des difficultés d'achats et de réapprovisionnements, des procédures d'hygiène et de traitement d'instrumentations obsolètes, inapplicables ou mal appliquées. Dans le cadre du projet d'appui en cours,

trois formations sanitaires sont sélectionnées par an. Les critères sont surtout la motivation du personnel, sa stabilité et le niveau d'activité des centres.

Méthodologie de la démarche

En 2016, les centres de santé concernés sont ceux de la région d'Antananarivo avec, à chaque fois, la même démarche. Le personnel reçoit une formation initiale en prévention des infections liées aux soins suivie,

lors d'un atelier, de l'écriture par chaque centre de santé de son projet. Un cahier des charges est établi pour les travaux de réhabilitation des locaux. Il faut ensuite faire l'inventaire de l'instrumentation de tous les services, éliminer le matériel hors d'usage, commander le nécessaire pour mettre en pratique le principe « un set d'instruments pour un acte ». Les instruments sont emballés dans des champs en coton et stérilisés avec un autoclave. Ces autoclaves, d'un coût réduit, sont équipés d'un manomètre



et d'une purge qui garantissent une désinfection de haut niveau et la pérennité du système par leur facilité d'utilisation et leur solidité. Ils sont disposés en bout de chaîne dans la salle de stérilisation commune aux différents services. Ce système oblige tous les services à travailler en équipe et favorise une dynamique d'établissement.

Tout bousculer pour changer les habitudes

En novembre dernier, après un suivi régulier, la réception des travaux et la dotation en matériels, la mise en service des centres de soins a été effectuée à Ambohimangakely et à Ambohitrimanjaka. À Ivato, le programme de vaccination contre la polio, qui mobilise tout le personnel, oblige à différer cette activité à fin décembre.

Durant les deux jours de mise en service, tout le personnel reçoit la formation par l'équipe du ministère de la Santé, de l'AOI et

“
L'enjeu de santé publique est d'éviter à la population rurale des contaminations aux conséquences graves pour des actes médicaux courants ”

de médecins qui viennent apporter leur expérience et leur expertise. Le principe est simple : tout bousculer pour changer les habitudes et adopter les bonnes pratiques. Le principal écueil serait de se contenter de rénover les locaux et d'apporter des instruments neufs. L'objectif à atteindre est bien plus ambitieux parce que la prévention des infections liées aux soins repose sur le lavage des mains, l'asepsie au cours du soin, l'ergonomie des locaux, la gestion des déchets, la pré-désinfection des instruments, la constitution des sets d'instruments, leur utilisation et leur stockage, la stérilisation, le lavage du linge, l'affichage des protocoles et, surtout, une organisation rigoureuse pour répartir les rôles de chacun. Pour cela, le médecin chef joue un rôle central ainsi que le chirurgien-dentiste, les médecins, les sages-femmes et infirmières.

En conclusion de ces deux journées de profonds changements, un calendrier de suivi est établi pour évaluer, corriger les erreurs et apporter un complément de formation. Cette approche bouleverse des pratiques et des méthodes de travail. Cela nécessite un accompagnement indispensable pour atteindre l'exigence de la sécurité des soins. Les premiers résultats sont encourageants. Ce programme intégré permet de renforcer le développement de directives harmonisées et d'apporter un soutien dans leur application. Un comité, au sein du ministère de la Santé, travaille dans ce sens. Avec cette



À noter

Une réflexion des équipes

locales : depuis le début du projet, chaque équipe a déterminé une contribution financière minimum des patients nécessaire pour assurer le renouvellement des consommables d'hygiène. Négociée avec le médecin inspecteur du district, les autorités locales et la population, elle est facilement acceptée et plus adaptée que la pratique habituelle dans laquelle le patient achète ses consommables.

Capitalisation des expériences :

des outils de formation ont été élaborés, bénéficiant de l'expérience acquise au Cambodge et au Laos. Ainsi, un film sur la prévention des infections dans les différents services a été réalisé cette année à Madagascar. Il sera diffusé lors des formations à la faculté dentaire et de médecine, dans les écoles d'infirmiers et de sages-femmes...

approche globale, ce projet peut permettre d'assurer à l'avenir une couverture sanitaire étendue. L'enjeu de santé publique est d'éviter à la population rurale des contaminations aux conséquences graves pour des actes médicaux courants. ■



AOI : 1 rue Maurice Arnoux,
92120 Montrouge - contact@aoi-fr.org

